



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/C/SR.2542
21 juillet 2008

Original: ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Quatre-vingt-treizième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2542^e SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le mardi 8 juillet 2008, à 10 heures

Président: M. RIVAS POSADA

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE 40 DU PACTE (*suite*)

Sixième rapport périodique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.08-42918 (F) NY.09-48370 (F)

La séance est ouverte à 10 heures.

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE 40 DU PACTE (*suite*)

Sixième rapport périodique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (*suite*)
(CCPR/C/GBR/6)

1. *Sur l'invitation du Président, les membres de la délégation du Royaume-Uni reprennent place à la table du Comité.*
2. Le PRÉSIDENT invite la délégation à répondre aux questions supplémentaires soulevées par le Comité lors de la séance précédente.
3. M^{me} HARDY (Royaume-Uni), répondant à la question de savoir si le Royaume-Uni est davantage soucieux de respecter ses obligations au titre de la Convention européenne sur les droits de l'homme que celles relevant du Pacte, assure au Comité que le Royaume-Uni ne considère pas ses obligations concernant le droit international en des termes hiérarchiques, mais qu'il les prend toutes également au sérieux. Si le pays fait montre d'un engagement profond envers la Convention européenne en raison du rôle historique qu'il a joué dans la rédaction de l'instrument, il adhère également pleinement au Pacte et fait la promotion de sa ratification universelle. Avant de respecter la moindre obligation du traité, le Royaume-Uni veille à ce que son droit interne soit conforme avec les dispositions de l'instrument. En cas d'incapacité à respecter la moindre disposition, le pays émet réserve; de telles réserves feront l'objet d'une évaluation. Étant donné le long passé du pays en matière de respect des droits de l'homme, il n'est pas surprenant que l'adoption d'une nouvelle législation ne soit pas forcément nécessaire pour respecter ses obligations plus récentes au titre des instruments internationaux des droits de l'homme.
4. En ce qui concerne la nomination de femmes noires au sein de l'appareil judiciaire, elle confirme que la Commission des nominations judiciaires prend des mesures pour une représentation accrue des minorités ethniques. Elle a le plaisir d'indiquer que le procureur général en place est une femme noire.
5. Il est suggéré qu'il y a une faille dans la définition de «pouvoirs publics» dans la loi sur les droits de la personne. Dans la définition, la référence à un organisme exerçant certaines fonctions à caractère public couvre de toute évidence les adjudicataires de l'État offrant un service pour le compte de l'État, y compris, par exemple, des prisons privées. La Chambre des lords a découvert qu'une maison de santé n'exerce pas des fonctions à caractère public, et le Gouvernement a récemment modifié le projet de loi sur la santé et l'aide sociale pour faire face à cette situation.
6. La gestion des informations génétiques est protégée par la loi sur la protection des données et d'autres lois. Le Royaume-Uni aborde également des questions relatives à l'éthique biomédicale avec le plus grand sérieux.
7. M. NYE (Royaume-Uni), répondant à une question sur la possibilité de poursuivre des agents de police consécutivement au décès tragique de Jean-Charles de Menezes en 2005 à la suite de l'examen de la question par la Commission indépendante des plaintes contre la police et

des poursuites de la police métropolitaine au titre des lois sur la santé et la sécurité, indique que cette éventualité ne peut être éliminée si d'autres éléments de preuve apparaissent au grand jour par la suite. Les recommandations de la Commission ont été publiées le 8 novembre 2007 et ont soit été mises en œuvre ou sont en passe de l'être. Bon nombre concernent la formation, par exemple l'utilisation d'armes à feu, le commandement et le contrôle, ainsi que la clarté des responsabilités.

8. Concernant la non-recevabilité de preuves obtenues par la torture, la définition du terme «faisable» dans l'arrêt de la Chambre des lords est une question relevant des tribunaux dans des affaires individuelles, mais son Gouvernement offrira son aide, par exemple en divulguant des éléments pertinents en sa possession. La question est soulevée uniquement en ce qui concerne les preuves obtenues à l'étranger puisque la torture n'est pas une pratique au Royaume-Uni. Les tribunaux peuvent mener des enquêtes à l'étranger pour autant que cela soit faisable.

9. Les mesures de contrôle au titre de la loi sur la prévention du terrorisme de 2008 ne s'assimilent pas à une loi sur l'immigration et s'appliquent de la même manière aux citoyens britanniques et aux étrangers. Le 10 juin 2008, dernière date à laquelle des données ont été publiées, 15 ordonnances de contrôle ont été exécutées, dont trois pour des Britanniques. Il ne s'agit pas de poursuites criminelles mais plutôt d'obligations du droit civil. Il s'ensuit que la norme requise pour imposer une ordonnance de contrôle non dérogatoire tient à un «suspçon raisonnable» plutôt qu'à une norme plus contraignante. L'ordonnance doit cependant être proportionnelle à la menace posée par l'individu et indispensable pour s'attaquer à la menace, autrement dit faire appel à des normes rigoureuses qui ont été remises en question. Le Gouvernement ne fait aucune observation sur des cas individuels, afin de préserver l'anonymat qui s'est appliqué à la plupart des personnes visées par des ordonnances de contrôle et d'éviter de révéler les détails de méthodes d'exécution du travail. Le réviseur britannique indépendant de la législation sur le terrorisme a toutefois publié un rapport chaque année sur le régime.

10. Il n'y a aucune exigence de soupçon raisonnable lorsque des droits d'arrestation et de fouille sont exercés au titre de la loi de 2000 sur le terrorisme; en effet, l'objectif de telles mesures n'est pas d'attraper des terroristes, mais d'empêcher des actes de terrorisme.

11. Les garanties dans des cas d'expulsion sont généralement vérifiées par des organes de contrôle indépendants prévus par un protocole d'accord avec le pays concerné. Ainsi, l'organe compétent en Jordanie est le centre indépendant Adaleh pour la défense des droits de l'homme. En Algérie, les accords passent par des demandes de renseignements de l'ambassade britannique. Il assure au Comité que le Gouvernement n'expulsera par une personne exposée à un risque de torture non négligeable. L'adéquation des garanties est évaluée à la lumière de chaque cas. Les assurances obtenues sont détaillées, réciproques, négociées à haut niveau et, de l'avis du Gouvernement, adéquates.

12. Le Royaume-Uni est intervenu dans l'affaire *Saadi c. Italie* devant la Cour européenne des droits de l'homme afin de plaider pour un test permettant de soupeser le droit d'un expulsé d'être exempt du risque de torture et le droit du reste de la population de ne pas être exposée au risque de violence terroriste, autrement dit de profiter du droit à la vie tel que décrit à l'article 6 du Pacte. Un tel test a été possible dans l'affaire *Chahal c. le Royaume-Uni* en 1996. Le Royaume-Uni, soutenant le Gouvernement d'Italie, a demandé à la Cour de reconsidérer son

approche, mais cette demande a été rejetée. En conséquence, le Royaume-Uni n'applique pas de test du genre et sa politique d'expulsion ne repose pas sur celui-ci.

13. Il ne peut commenter l'allégation de torture faite dans le cadre de l'analyse des droits de l'homme en Algérie s'il ne dispose pas d'un complément d'information. Il rappelle néanmoins qu'il n'y a pas de torture au Royaume-Uni.

14. La détention avant inculpation suscite une forte controverse et fait l'objet d'un débat à la fois au sein du Parlement et en dehors. Il conteste l'affirmation selon laquelle c'est au Royaume-Uni que l'on trouve la plus longue période de détention avant inculpation d'Europe. Les comparaisons internationales ne sont pas directes et peuvent s'avérer trompeuses. Dans certaines juridictions d'Europe occidentale, les périodes de détention sous la supervision d'un juge d'instruction peuvent être sensiblement plus longues avant que quelque chose ressemblant à une accusation au titre de la *common law* ne soit déposée. La détention avant inculpation au Royaume-Uni sert uniquement à mener des enquêtes et non à la détention provisoire. Plusieurs alternatives auxquelles les membres du Comité ont fait référence sont déjà appliquées, par exemple le test d'acceptabilité d'une accusation; d'autres sont soit en cours d'introduction soit en cours d'examen aux fins d'une application potentielle. Toutefois, personne ne limiterait grandement l'exigence générale de 28 jours ou l'exigence de 42 jours dans des circonstances exceptionnelles graves. La tendance au cours des 10 dernières années a été à des complots terroristes plus complexes et sophistiqués avec des connexions plus internationales et un travail de médecine légale encore plus compliqué. Le Gouvernement espère vivement qu'il n'aura pas besoin de recourir à l'option des 42 jours; toutefois, il devra éventuellement s'y résoudre en cas de complot terroriste plus complexe et dangereux.

15. Il convient tout à fait qu'il est important de s'attaquer aux racines premières du terrorisme. Une stratégie globale est mise en œuvre à cette fin, dont des efforts considérables visant à empêcher de jeunes personnes vulnérables de verser dans le terrorisme.

16. M. LYNCH (Royaume-Uni) indique que le Gouvernement est en faveur d'un octroi de pouvoirs plus marqué à l'assemblée nord-irlandaise. Il est prêt à engager le processus d'attribution des pouvoirs en matière de justice et de maintien de l'ordre, dont les protections de droits statutaires, tels que le programme de visites périodiques, l'Inspection du système de justice pénale et le Médiateur de la police indépendant pour l'Irlande du Nord, dès que l'administration d'Irlande du Nord indiquera qu'elle sera prête. Toutefois, il n'est pas prévu de conférer à l'Assemblée le pouvoir de légiférer sur des questions relatives aux droits de l'homme.

17. Il fournira au Comité une liste de mécanismes de surveillance et de responsabilisation déjà en vigueur en Irlande du Nord.

18. Les membres de la communauté noire et minoritaire en Irlande du Nord occupent 0,39 % des postes d'officiers de police. Selon le recensement de 2001, la communauté représente moins de 0,5 % de la population.

19. Il assure au Comité que le crime sectaire en Irlande du Nord est pris au sérieux. La législation promulguée en 2004 accorde aux tribunaux des pouvoirs supplémentaires de prononcé des peines lorsque des preuves attestent qu'une infraction a été motivée par le

handicap, l'orientation sexuelle, la race ou la religion. Le service de police enregistre de tels crimes séparément: 1 200 ont été enregistrés en 2007 pour 1 500 en 2006.

20. M^{me} MOORE (Royaume-Uni) indique que tous les pouvoirs d'exception en Irlande du Nord ont été abrogés en 2007. Néanmoins, la loi de 2007 sur la justice et la sécurité permet des procès sans jury dans des situations spécifiques et l'armée jouit de pouvoirs spéciaux en matière d'ordre public. Les pouvoirs feront l'objet d'une révision annuelle par un examinateur indépendant.

21. Selon la deuxième analyse annuelle de tirs de projectiles à impact atténué, aucune blessure n'a été officiellement déclarée depuis l'introduction de tels projectiles en juin 2005. Elle concède toutefois que les plaintes officielles pourraient ne pas se faire attendre en raison des circonstances des blessures. Les autorités sont conscientes que le Dr. Kevin Maguire du Royal Victoria Hospital de Belfast a signalé 18 blessures par projectile sur 14 personnes qui n'ont pas débouché sur des plaintes. Ce rapport sera pris en considération sérieusement et toute lacune sera traitée dans le cadre de directives appropriées. La police d'Irlande du Nord et les membres du Less Lethal Weaponry Steering Group du Royaume-Uni, comprenant des conseillers médicaux, ont rencontré le Dr Maguire en avril 2007 pour clarifier les calendriers et les relier aux grèves signalées ainsi que pour partager les conclusions des recherches et de la modélisation médicale. Il est convenu qu'à l'avenir, le Dr Maguire partagera les informations générales sur la nature de la moindre blessure afin de pouvoir adapter l'utilisation des projectiles à énergie atténuée sur la base des résultats. Les conclusions de la réunion ont été discutées avec le Comité des droits de l'homme du conseil supérieur de la police d'Irlande du Nord.

22. Le chef de police d'Irlande du Nord pilote actuellement l'utilisation des pistolets neutralisants à l'aide d'un petit nombre de préposés aux armes à feu spécialement entraînés. Aucun pistolet neutralisant n'a été utilisé à ce jour en Irlande du Nord.

23. M^{me} PETTIFER (Royaume-Uni) indique que les trois enquêtes publiques en Irlande du Nord auxquelles un membre du Comité a fait référence sont indépendantes du Gouvernement et placées sous la direction des juges qui les président. Leur durée reflète l'importance et la complexité de la tâche, des milliers de pages de documents devant être pris en considération et de nombreux témoins interrogés. Chaque enquête a également fait l'objet de plusieurs contestations judiciaires par les parties intéressées.

24. Quant au meurtre du procureur Pat Finucane, de nombreuses allégations ont trait aux activités des forces de sécurité et au traitement des informateurs. Il a été allégué par exemple que les forces de sécurité ont eu vent de la menace de mort et n'ont rien fait pour empêcher le meurtre voire l'ont même facilité. Il est dès lors fortement probable que toute enquête portera sur le contenu des documents des services de renseignements et la manière dont ils ont été recueillis. Si une notification de restriction due à la sensibilité des preuves est susceptible d'empêcher la famille de déterminer certains éléments de l'affaire, les conclusions de toute enquête seront reprises dans un rapport final, lequel sera publié en grande partie.

25. M. McLEAN (Royaume-Uni), faisant référence à la réserve de son pays quant à l'article 12 du Pacte, indique que seuls les citoyens britanniques et certains sujets britanniques jouissent d'un droit de résider, à savoir le droit de résidence permanente au Royaume-Uni. La loi sur la nationalité britannique de 1981 établit qui a le droit à la citoyenneté sur la base de la solidité de

ses liens avec le Royaume-Uni. Les personnes jouissant d'autres formes de nationalité britannique, à l'instar des ressortissants britanniques d'outre-mer, doivent satisfaire aux règles de l'immigration de la même manière que d'autres candidats. Les ressortissants britanniques ne jouissant pas du droit de résidence au Royaume-Uni ont le droit d'être considérés comme des citoyens britanniques s'ils ont séjourné dans le pays pendant cinq ans et satisfont à certaines exigences en matière de résidence. Ils n'ont pas à prouver une maîtrise de la langue anglaise ou réussir un test «Life in the United Kingdom» comme le doivent les candidats à la citoyenneté via la procédure de naturalisation. La loi sur la nationalité comporte également des dispositions exhaustives autorisant les enfants résidant au Royaume-Uni susceptibles d'être autrement apatrides à obtenir la citoyenneté.

26. La loi sur la nationalité comporte une disposition relative à l'enregistrement portant sur la discrimination à l'encontre des personnes nées d'une mère issue du Commonwealth. Elle a toutefois été limitée aux personnes nées après le 7 février 1961. Il est heureux d'annoncer que le Gouvernement propose désormais d'étendre la disposition au titre du projet de loi sur la citoyenneté et l'immigration devant passer devant le Parlement en 2009 afin qu'elle puisse s'appliquer à tous les enfants nés d'une mère issue du Commonwealth qui satisfont autrement aux exigences d'enregistrement, quelle que soit leur date de naissance.

27. M. BARRETT (Royaume-Uni) indique qu'il n'existe aucun lieu de détention réservé aux candidats à l'immigration en Irlande du Nord compte tenu du peu de personnes concernées. Les détenus en Irlande du Nord sont normalement enfermés dans des cellules de garde à vue dans l'attente d'un transfert vers la Grande-Bretagne. Les familles comportant des enfants sont transférées le même jour sans être détenues dans des cellules de garde à vue. Étant donné que les candidats sont fréquemment appréhendés dans un port, ils ne bénéficient pas d'une assistance juridique locale. S'ils ont disposé d'une assistance juridique en Irlande du Nord, ils ont la garantie d'avoir une assistance comparable en Grande-Bretagne.

28. Il n'y a pas d'informations ventilées sur la base du nombre de candidats à l'immigration détenus transférés en prison en fonction de quatre critères répertoriés au paragraphe 127 des réponses écrites du Royaume-Uni à la liste des points à traiter (CCPR/C/GBR/Q/6/Add.1). S'agissant de la durée de la détention, le principe général voulant que le déplacement soit une perspective réaliste dans des délais raisonnables est encore d'application. Le Royaume-Uni n'envisage pas de limiter la durée de rétention d'immigrants. Le Gouvernement estime qu'une telle limite serait arbitraire, ne tiendrait pas compte des circonstances individuelles et inciterait les candidats à contrecarrer et reporter les procédures d'immigration de manière à atteindre le stade de leur libération obligatoire.

29. Des informations sur les droits en matière de libération conditionnelle spécifiques aux candidats à l'immigration détenus sont fournies dans la notice intitulée «motifs de détention» remise à tous les détenus. La notice doit être expliquée avec l'aide, si nécessaire, d'un interprète.

30. M^{me} ELLIOT (Royaume-Uni) indique qu'il n'est pas nécessaire que les demandeurs d'asile déboutés deviennent sans-abris et sans ressources. Les candidats qui sont temporairement dans l'incapacité de quitter le Royaume-Uni en raison de circonstances échappant à leur contrôle peuvent demander de l'aide en vertu de la loi de 1999 sur l'immigration et l'asile. Le soutien prend la forme d'un logement avec cuisine et de bons pour acheter des denrées alimentaires ainsi que des articles de toilette essentiels. Il subsiste jusqu'à ce que les obstacles au départ du

Royaume-Uni soient levés. Les difficultés sont survenues au niveau des exigences liées au non-logement, telles que les transports essentiels, la protection de la maternité ainsi que des besoins supplémentaires des enfants. De nouveaux règlements pourvoyant aux besoins des plus vulnérables, tels que les femmes enceintes, les bébés et les enfants, sont entrés en vigueur en janvier 2008. Les familles ayant des personnes à leur charge de moins de 18 ans ont elles aussi droit à une assistance au titre de la loi de 1999 sur l'immigration et l'asile jusqu'à ce que le cadet ait 18 ans.

31. M. DAW (Royaume-Uni) indique que le chef du groupe d'action pour l'égalité raciale du service pénitentiaire rend désormais compte et est sous la direction du directeur général du service national de gestion des personnes coupables d'infractions. Des équipes de sensibilisation sont déployées dans des prisons afin d'aider les gouverneurs à mettre en œuvre les politiques pertinentes; par ailleurs, des rapports trimestriels sur les incidents raciaux sont soumis au Comité de gestion de l'Administration pénitentiaire et chefs de secteur.

32. Le Gouvernement a récemment avalisé un rapport indépendant sur la surpopulation carcérale. Il a versé 1,2 milliard de livres pour un programme de construction de prisons d'une capacité de 10 500 places supplémentaires. Les études ont montré que la surpopulation n'a pas une incidence majeure sur les suicides et les blessures volontaires dans les prisons. Pour les détenus, il est de loin plus important de recevoir des soins adéquats, par exemple sous la forme de surveillants personnels et de personnes qui écoutent.

33. La loi de 2003 sur la justice pénale a mis sur pied un Conseil des directives en matière de condamnation fournissant aux tribunaux des recommandations sur les condamnations. Les tribunaux conservent toutefois leur indépendance.

34. Toutes les visites dans les prisons au Royaume-Uni sont libres. Il n'y a pas de parois vitrées. Vers la fin d'une longue peine de prison, les prisonniers restent pendant plusieurs week-ends chez eux pour restaurer leurs contacts familiaux. En ce qui concerne les condamnations d'intérêt général, le service national de gestion des délinquants et le gouvernement local ont engagé des consultations avec des communautés locales sur des projets locaux portant entre autres sur des condamnations d'intérêt général.

35. M^{me} AKIWUMI (Royaume-Uni) indique que les tribunaux de son pays ont cherché à savoir à plusieurs reprises si la législation sur les droits de l'homme est appliquée aux opérations militaires outre-mer. La Chambre des Lords a examiné la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme aux centres de détention militaire en Irak sous la responsabilité du Royaume-Uni dans les affaires *Al-Skeini c. Secrétaire d'État à la défense et Al-Jedda c. Secrétaire d'État à la défense*.

36. Les obligations du Royaume-Uni en matière des droits de l'homme sont essentiellement des obligations d'ordre territorial du Gouvernement envers le peuple. Il s'ensuit que le Pacte ne peut avoir effet en dehors du territoire du Royaume-Uni que dans des cas très particuliers. Si les obligations en vertu du Pacte peuvent en principe s'appliquer aux personnes placées en détention par les forces armées du Royaume-Uni et détenues dans des centres de détention militaires en dehors du pays, toute décision du genre doit être prise à la lumière des faits et circonstances qui prévalent. Elle réassure néanmoins le Comité sur le fait que cette position ne nuit nullement au principe fondamental garantissant un traitement humain. Le Royaume-Uni s'efforce de veiller à

un traitement irréprochable et tous les centres de détention sous ouverts à l'inspection par des organes indépendants. Bénéficiant d'un accès inconditionnel, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) effectue des visites périodiques des établissements pénitentiaires et des cellules de garde à vue. Les membres des forces armées tombent sous le couvert du droit pénal britannique et peuvent être condamnés pour des infractions à l'encontre de la personne, dont la torture, quel que soit leur lieu d'affectation.

37. La police militaire a récemment fait l'objet d'une inspection indépendante par le Corps des inspecteurs de Sa Majesté, lequel a établi leur capacité à relever les défis liés aux opérations outre-mer.

38. M^{me} DICKSON (Royaume-Uni) déclare que c'est aux gouvernements territoriaux qu'il incombe d'assumer la responsabilité principale de la mise en œuvre des obligations en matière des droits de l'homme applicables aux territoires d'outre-mer bien que le Royaume-Uni soit responsable en dernier ressort du respect des obligations conventionnelles. Dans le cadre du processus de révision constitutionnelle que le Gouvernement mène auprès de la plupart des territoires, il s'efforce de veiller à ce que les constitutions tiennent compte, au minimum, des dispositions du Pacte et de la Convention européenne des droits de l'homme.

39. Le Pacte ne s'applique pas aux territoires britanniques de l'océan Indien, car le Royaume-Uni ne l'a pas ratifié au nom desdits territoires à l'époque ou depuis son adhésion. S'agissant des habitants de l'archipel des Chagos, étant donné que son Gouvernement est actuellement en train de faire appel auprès de la Chambre des lords d'un jugement de la Cour d'appel leur permettant de retourner dans les îles périphériques du territoire, il serait inapproprié de commenter l'issue. Le Gouvernement leur a versé une indemnisation d'un montant de 14,5 millions de livres et un grand nombre d'entre eux ont obtenu la citoyenneté britannique assortie d'un droit de résidence au Royaume-Uni.

40. Bien que les châtiments corporels existent encore dans les écoles des territoires d'outre-mer, en particulier les territoires des Caraïbes, ils ne sont plus pratiqués sur les îles Turques et Caïques; ils sont en outre interdits à Gibraltar et dans les îles Falkland. Lorsqu'ils sont appliqués, ils font l'objet de conditions strictes. Le Gouvernement a soulevé la question auprès des territoires lorsqu'il en a eu l'opportunité, bien qu'il n'ait pas plaidé pour leur abolition à ce jour. Il n'est nullement prévu d'étendre aux territoires d'outre-mer la législation du Royaume-Uni relative aux partenariats civils. Il appartient aux territoires de décider de légiférer ou non dans ces domaines.

41. M. BURTON (Royaume-Uni) déclare que son Gouvernement a été informé par le Gouvernement des États-Unis qu'en dépit de garanties précédentes certifiant que Diego Garcia n'a pas été utilisé pour des vols utilisés pour des «transferts illégaux», de récentes enquêtes aux États-Unis ont révélé que deux vols de ce genre ont en fait transité par les territoires d'outre-mer en 2002. Après avoir reçu ces nouvelles informations, le Gouvernement a invité des organisations non gouvernementales (ONG), des parlementaires et d'autres personnes à contribuer à la compilation d'une liste de vols passant par le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer qui suscitent des inquiétudes au niveau de l'extradition et a envoyé la liste au Gouvernement des États-Unis. Les États-Unis ont récemment confirmé que, depuis le 11 septembre 2001, aucun vol de renseignement américain n'a atterri au Royaume-Uni, dans ses territoires d'outre-mer ou les dépendances de la Couronne avec un détenu à bord. Ils ont par

ailleurs garanti qu'aucun autre refoulement de ce genre n'aurait lieu sans l'autorisation expresse du Gouvernement du Royaume-Uni. Une telle autorisation ne sera octroyée que conformément à la législation nationale et aux obligations internationales de ce dernier.

42. Le Gouvernement condamne toute restitution extraordinaire débouchant sur des actes de torture et n'a jamais eu recours à la torture à quelque fin que ce soit. Le Comité de sécurité et de renseignement a récemment constaté qu'il serait peu réaliste de procéder à des vérifications exhaustives en matière d'extradition sur les avions empruntant l'espace aérien du Royaume-Uni. En raison de l'impossibilité de contrôler chaque avion, il convient de privilégier une approche basée sur les renseignements.

43. M. O'FLAHERTY demande s'il est possible de veiller à une meilleure utilisation du «test de seuil». Il signale qu'il aimerait connaître le point de vue de la délégation quant à la compatibilité de l'extension de la période de détention avant inculpation à 28 jours, voire à la durée de 56 jours proposée, avec l'article 9 (2) du Pacte. Enfin, le Royaume-Uni étant responsable en dernier ressort du respect des obligations conventionnelles qui incombent aux territoires d'outre-mer, il prie le Gouvernement de reconsidérer sa position sur l'extension de la législation du Royaume-Uni relative aux châtiments corporels et aux partenariats civils à ces territoires.

44. M^{me} CHANET s'enquiert des obstacles à l'adhésion au premier Protocole facultatif, tout particulièrement parce que tous les autres membres de l'Union Européenne y ont déjà adhéré. Elle aimerait de plus savoir quand les détenus soupçonnés d'une implication dans des infractions liées au terrorisme doivent subir un examen médical et s'ils sont autorisés à contacter un membre de leur famille.

45. M^{me} WEDGWOOD ajoute que la délégation doit s'engager activement à reconsidérer ses réserves au Pacte, notamment pour ce qui est du respect de la législation militaire, de la législation carcérale ainsi que des zones de souveraineté à Chypre et Diego Garcia. L'affirmation de la délégation indiquant que les interpellations et les fouilles sont une obligation relevant du droit civil n'est pas d'un grand secours pour déterminer dans quelle mesure de telles interpellations et fouilles sont raisonnables dans des situations spécifiques. Il est nécessaire de clarifier le statut juridique des mémorandums d'accord sur l'expulsion assortie d'assurances diplomatiques auxquels il est fait référence dans le rapport.

46. M^{me} MOTOC demande un complément d'information sur les bases de données génétiques gérées par le Gouvernement, les mesures prises pour prévenir toute utilisation abusive des échantillons récupérés sur les scènes de crime ainsi que la durée d'archivage des dossiers après qu'une infraction a été commise.

47. M. NYE (Royaume-Uni) précise qu'il appartient au Service des poursuites de la Couronne de décider si le test du seuil doit être appliqué plus souvent. Le service est indépendant de l'État et recourt à ce test à chaque fois que cela s'avère opportun pour garantir un procès équitable. S'agissant de la compatibilité de la détention avant inculpation avec l'article 9 (2) du Pacte, le Gouvernement ne voit pas de différence tangible entre cet article et l'article 5 (2) de la Convention européenne des droits de l'homme, avec lequel il est déjà conforme. Une fois l'inculpation du suspect arrêté décidée, la personne est informée sans délai de cette décision. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le terrorisme, la possibilité a été offerte de contester la

compatibilité de la détention avant inculpation avec la Convention et donc les droits reconnus dans le Pacte.

48. Un code de pratique exhaustif régit le bien-être des détenus, notamment une règle stipulant qu'une personne détenue pendant plus de 96 heures doit recevoir la visite d'un professionnel de la santé au moins toutes les 24 heures. Le droit de contacter la famille, des amis ou d'autres personnes soucieuses du bien-être du détenu est également accordé, sous réserve de l'accord dudit détenu et à la discrétion de l'officier de police judiciaire.

49. Il explique que la mise en œuvre d'ordonnances de contrôle, et non d'arrestations et fouilles, est assortie d'obligations relevant du droit civil. Les arrestations et les fouilles sont fondées non seulement sur des soupçons raisonnables, mais également sur la l'opportunité qu'elles offrent de prévenir des actes de terrorisme de l'avis d'un fonctionnaire de police chevronné. Enfin, les mémorandums d'accord susmentionnés sont des accords diplomatiques entre les États.

50. M^{me} HARDY (Royaume-Uni) indique que son Gouvernement dresse actuellement le bilan de son adhésion au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les deux communications soumises à ce jour contre le Gouvernement ont été jugées inadmissibles, car leurs auteurs n'ont pas épuisé tous les recours nationaux.

51. M^{me} DICKSON (Royaume-Uni) déclare que si le Gouvernement attend des territoires d'outre-mer qu'ils respectent les obligations en matière des droits de l'homme qui leur ont été accordées, il doit respecter la relation constitutionnelle qui le lie à eux ainsi que la répartition interne des responsabilités. Les droits de l'homme relèvent essentiellement de la responsabilité du gouvernement des territoires d'outre-mer. La question des châtiments corporels continue à être étudiée par le Gouvernement du Royaume-Uni et sera soulevée lors de l'assemblée annuelle du Conseil consultatif des territoires d'outre-mer. En 2000, le Gouvernement a ordonné au Conseil de mettre fin à toute criminalisation des relations homosexuelles entre des adultes consentants dans les territoires des Caraïbes une fois qu'il devient évident qu'ils n'auraient pas agi de la sorte de leur propre chef après une longue période de discussion et de négociation. Quoiqu'il en soit, il est préférable de permettre aux territoires de légiférer eux-mêmes.

52. M^{me} COLLINS-RICE (Royaume-Uni), faisant référence à la protection contre les expulsions arbitraires, indique que les autorités des îles Cayman sont responsables des questions d'expulsion sur ce territoire. L'affirmation selon laquelle le Gouvernement peut expulser toute personne considérée comme sans ressources ou indésirable est inexacte. Le gouverneur ne jouit pas de l'autorité requise pour expulser une personne autorisée à résider de manière permanente sur les îles. Les expressions «personnes indésirables» et «personnes sans ressources» sont clairement définies dans la loi et aucune personne répondant à ces définitions n'a jamais été expulsée des îles. Les 46 expulsions entre 2005 et 2007 ont concerné des personnes condamnées pour des infractions graves. Celles-ci ont joui du droit de recours. Toute personne indésirable ou sans ressources visée par une ordonnance d'expulsion peut solliciter un contrôle judiciaire de la décision d'expulsion. Dans les affaires n'impliquant pas des infractions pénales graves, la personne a le droit de contester son expulsion. Les personnes expulsées ont en outre le droit de faire appel des décisions à leur encontre devant la Cour européenne des droits de l'homme.

53. M. NYE (Royaume-Uni) précise que la loi sur la police et les preuves pénales fournit le cadre nécessaire pour les pouvoirs et les garanties de la police dont les arrestations, les détentions, les enquêtes, l'identification ainsi que l'interrogation des détenus, dont des terroristes présumés. Au titre de la loi, une aide juridique gratuite doit être fournie pour chaque détenu. Si le détenu refuse d'exercer ce droit, il convient de lui rappeler qu'il dispose de ce droit avant le début de tout interrogatoire. Le Code permet à la police de retarder la mise à disposition de l'avocat choisi si cela est considéré comme susceptible d'avoir des répercussions négatives, comme alerter une tierce partie ou interférer avec l'enquête en cours. Néanmoins, dans ce cas, le détenu a le droit de choisir un autre avocat.

54. M. BRAMLEY (Royaume-Uni) indique que le Gouvernement a révisé en profondeur la compatibilité de toute ordonnance pour comportement antisocial avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 14 du Pacte. La violation d'une telle ordonnance constitue une infraction pénale. Le comportement à maîtriser est précisé à la partie défenderesse une fois l'ordonnance rendue et les poursuites judiciaires liées à la violation engagées. La question d'une violation de l'article 15 du Pacte ne se pose pas, étant donné que la violation de l'ordonnance constitue une infraction pénale au titre de la législation internationale. Il est tout à fait possible de contester la compatibilité avec les droits de l'homme de toute poursuite engagée au titre de la loi sur les droits de l'homme. Des études nationales ont conclu que le recours aux ordonnances n'a pas débouché sur la détention d'un nouveau groupe de personnes. Elles concernent plutôt un noyau dur d'individus fortement impliqués dans des comportements antisociaux ainsi que des infractions, et qui sont des contrevenants prolifiques. La peine maximale pour les jeunes délinquants est une détention de 12 mois. Une ordonnance communautaire pour les délinquants de moins de 12 ans ne peut être délivrée qu'en cas de violation d'une ordonnance pour comportement antisocial. Des études ont également révélé que le sentiment de comportement antisocial a fortement baissé entre 2003 et 2006. Le nombre d'infractions de ce type a fortement chuté grâce au recours plus fréquent aux interventions précoces.

55. M^{me} MOORE (Royaume-Uni) ajoute que le Gouvernement regrette qu'en dépit des progrès considérables sur la voie d'une normalisation de la situation en Irlande du Nord, des groupes paramilitaires continuent à garder la mainmise sur certaines communautés, leur permettant ainsi d'entraver l'exercice de la justice. Par conséquent, des arrangements sans jury restent nécessaires pour certains procès en Irlande du Nord afin d'éviter tout risque pour l'administration de la justice consécutif aux pressions exercées sur les jurés par les groupes paramilitaires et les communautés. La loi stipule que de tels arrangements sont uniquement autorisés dans des circonstances précises.

56. Le Gouvernement regrette que les dispositions soient jugées nécessaires à l'heure actuelle et a hâte de s'en débarrasser aussi rapidement que possible et de pouvoir réinstaurer les procès avec jury en Irlande du Nord. Il convient néanmoins de noter que contrairement aux «tribunaux Diplock», les dispositions reposent sur la présomption que toutes les affaires font l'objet d'un procès avec jury. Dans le cadre du système Diplock, 64 procès sans jury ont été organisés par an. À ce jour, le Directeur des poursuites pénales a certifié la tenue de 25 procès sans jury dans le cadre des nouveaux arrangements. Les dispositions sont temporaires et, à moins d'être renouvelées, il y sera mis fin en juillet 2009. Elles ne resteront en vigueur que tant qu'elles seront nécessaires.

57. M^{me} AKIWUMI (Royaume-Uni) indique que le Gouvernement a fait part en janvier 2008 de sa proposition de supprimer les infractions de blasphème et d'insulte blasphématoire existant en *common law*. Aucune poursuite n'a été engagée au titre de la législation sur le blasphème depuis 1922. Le Gouvernement les juge démodées et inapplicables, estimant en outre qu'elles entachent le bilan par ailleurs excellent du Royaume-Uni en matière des droits de l'homme. Les lois offrent une protection uniquement aux principes de l'Église d'Angleterre ou d'autres églises pour autant qu'elles coïncident avec ceux de l'Église. Le Gouvernement a consulté l'Église avant d'appliquer la mesure et veillé à ce que les membres des communautés religieuses aient la possibilité de faire part de leurs opinions. Avec l'extension des infractions aggravées par une motivation raciale aux infractions aggravées par une motivation religieuse en 2002 et la promulgation de la loi de 2006 sur la haine raciale et religieuse, il a clairement été indiqué que les membres des groupes religieux doivent jouir de la même protection que celle dont bénéficiaient les groupes raciaux.

58. Quant à la question 22, elle précise que son Gouvernement est résolu à faire face à la progression de l'islamophobie et à éradiquer l'extrémisme et le racisme. Elle déplore toutes les attaques à caractère religieux ou raciste. Il est résolu à veiller à ce que les événements impliquant la communauté musulmane ne servent pas d'excuse pour blâmer, poursuivre ou prêcher des messages incendiaires sur un groupe quelconque. Le Gouvernement a une responsabilité partagée non seulement avec les communautés directement affectées, mais également avec tous les membres de la société, de faire face à l'islamophobie et à toutes les autres forces de racisme et de préjudice contre les traditions religieuses licites. Les musulmans britanniques doivent pouvoir vivre sans être menacés par des attaques physiques et verbales. Ils doivent en outre se sentir liés à leur région et à la société en général. De récentes études indiquent que des minorités ethniques, en particulier celles ayant des racines dans les pays musulmans, ont une perception positive de la vie au sein du Royaume-Uni et qu'elles ressentent un fort sentiment d'appartenance à leur communauté locale. Le Gouvernement est résolu à travailler de concert avec les communautés confessionnelles ou non pour développer une société plus participative, tolérante et solidaire.

59. Il a récemment renforcé le cadre législatif lié à la discrimination raciale ainsi que les pénalités pour des infractions telles que l'incitation à la haine raciale et les agressions motivées par la race ou la religion. La police est consciente de la nécessité de rassurer les communautés susceptibles d'être visées et est directement en contact avec leurs leaders.

60. Dans une déclaration de principe publiée en juillet 2003, le Service des poursuites de la Couronne a fait part de son engagement à traiter les infractions à caractère racial et religieux de manière ferme et équitable, ce qui a clairement fait comprendre à leurs auteurs que de telles infractions ne seront pas tolérées. De récentes conclusions de l'étude britannique sur la criminalité ont révélé que moins de 0,1 % de la population a signalé avoir été victime d'une infraction à caractère religieux. Le Gouvernement est conscient que les études ont fait part d'une augmentation du nombre de cas d'islamophobie, mais souhaite souligner que ladite augmentation résulte probablement en partie de l'augmentation du nombre de cas signalés et non de l'augmentation du nombre de cas. Le Gouvernement finance toute une série de projets de lutte contre l'islamophobie à travers le pays et améliore les mécanismes de signalement des cas. La stratégie en faveur d'une cohésion communautaire et de l'égalité raciale reconnaît que les communautés confessionnelles sont primordiales pour développer une solidarité communautaire. Un cadre interconfessionnel va être publié; il facilitera le dialogue, les bonnes relations et

l'action sociale collaborative, étant donné qu'il est crucial de renforcer la société en réunissant des personnes de différents horizons, d'épauler les personnes qui contribuent à la société et de prendre position contre le racisme et l'extrémisme.

61. M. NYE (Royaume-Uni) indique qu'il convient de poursuivre ceux qui encouragent directement ou indirectement le terrorisme. Ceux qui glorifient le terrorisme engendrent un climat susceptible d'y être propice. Le Service des poursuites de la Couronne a publié des directives relatives à la poursuite des actes incitant au terrorisme. Les restrictions auxquelles la législation du Royaume-Uni soumet la liberté d'expression sont nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale. Rien ne prouve que la nouvelle législation réprime la liberté de parole légitime. S'il n'existe aucun rapport officiel sur le nombre de personnes poursuivies pour incitation aux actes de terrorisme, il y a au moins eu une condamnation.

62. M. BRAMLEY (Royaume-Uni), répondant à la question 24, précise que les quatre accusés poursuivis pour les «protestations contre les caricatures» et Nick Griffin, le leader du Parti national britannique, ont tous été traités de la même manière par le système de justice pénale. Les cinq affaires ont été examinées par le Service des poursuites de la Couronne conformément au Code des procureurs de la Couronne. Les cinq accusés ont été mis en accusation devant les tribunaux et leurs cas ont été examinés par différents jurys, lesquels les ont tous jugés coupables. En 1998, M. Griffin a été jugé coupable d'avoir violé la loi de 1986 sur l'ordre public et la justice pénale relative à l'incitation à la haine raciale, pour avoir édité une publication. Il a été condamné à cette occasion à une peine de neuf mois de prison et condamné à une amende de 2 000 £. Dans cette affaire en 2006, le jury ne l'a pas reconnu coupable de deux des chefs d'accusation et n'a pas pu prononcer de verdict sur les deux autres chefs d'accusation. Le Service des poursuites de la Couronne a annoncé qu'il s'efforcerait d'obtenir un nouveau procès, lequel a débouché sur un acquittement prononcé le 10 novembre 2006.

63. Le Gouvernement prend très au sérieux toutes les formes d'infraction motivées par la haine. Des travaux sont en cours dans le cadre du programme intergouvernemental «Race for Justice» visant à trouver un consensus sur une définition d'une infraction motivée par la haine. Le Gouvernement reconnaît qu'une infraction motivée par la haine peut être le fruit de toute une série de facteurs, et qu'il convient donc de procéder à une collecte de données à l'échelon national. Les organes de la justice pénale ont commencé à recueillir des données sur de telles infractions.

64. M^{me} HARDY (Royaume-Uni), abordant la question 25, indique que la loi sur les secrets officiels ne vise pas à empêcher les journalistes de publier des articles, mais à commettre des infractions pénales à travers la divulgation illicite de certains types d'informations officielles. Des employés d'État ou des adjudicataires de l'État ayant publié des communications dommageables en rapport avec les renseignements, la sécurité, la défense ou les relations internationales sans jouir de l'autorité légale pour ce faire peuvent être poursuivis au titre de la loi. Si les autorités chargées des poursuites n'enregistrent pas les condamnations sur la base de la profession, il n'existe aucune preuve attestant d'affaires à l'encontre de journalistes ou de quelque genre que ce soit. Le Service des poursuites de la Couronne dispose d'un code de principes qu'il convient de respecter pour toute décision de poursuivre ou non une affaire; ledit code est publié sur le site Web du Service. L'intérêt public doit être pris en considération dans chaque affaire et les facteurs plaidant pour ou contre l'engagement de poursuites doivent faire l'objet d'une analyse à la fois équitable et exhaustive. Les fonctionnaires estimant qu'ils sont

tenus de signaler une question d'intérêt général peuvent le faire de diverses manières leur garantissant une protection dans le cadre de leur emploi.

65. Quant à la question 26, elle indique que la législation du Royaume-Uni prévoit plusieurs moyens de défense pour les journalistes et autres. Les personnes poursuivies pour diffamation peuvent être défendues en prouvant que leurs écrits sont exacts, qu'ils constituent une critique de bonne foi sur une question d'intérêt général ou qu'ils sont confidentiels. Le «privilege de Reynolds» peut être appliqué aux journalistes lorsque le document publié est indéniablement d'intérêt public et que l'éditeur a pris les mesures requises pour veiller à l'exactitude des informations publiées et à ce qu'elles cadrent avec une publication. La Chambre des lords, dans l'affaire *Jameel c. le Wall Street Journal*, a souligné que le critère du journalisme responsable doit être appliqué de manière pratique et souple, en tenant compte de toutes les circonstances relatives à la publication.

66. M. NYE (Royaume-Uni), répondant à la question 27, déclare que rien ne prouve que la législation anti-terrorisme se limite à la liberté d'association et d'expression. Ladite législation ne concerne pas des groupes religieux ou raciaux particuliers, mais plutôt des terroristes de tous horizons. S'ils sont exercés de manière appropriée et en proportion, les pouvoirs conférés par la législation anti-terrorisme sont utiles pour réduire les activités terroristes. Le Parlement britannique était conscient, lorsqu'il a adopté la loi de 2006 sur le terrorisme, que des mesures étaient nécessaires pour faire échec à la création d'un climat d'extrémisme. Les déclarations et comportements glorifiant le terrorisme et l'extrémisme sont jugés inacceptables. Les dispositions du Pacte permettent des restrictions proportionnées aux fins de la sécurité nationale.

67. M. DAW (Royaume-Uni), faisant référence à la question 28, précise que la détention d'enfants au titre de la loi sur l'immigration n'est pas prise à la légère, mais jugée nécessaire dans certaines circonstances afin de continuer à contrôler efficacement l'immigration. Les enfants peuvent être détenus dans deux cas de figure précis : s'il appartient à un groupe familial dont on juge qu'il est nécessaire de le placer en détention ou exceptionnellement lorsqu'il est non accompagné et que des dispositions sont prises pour lui assurer une protection de remplacement. Les familles avec des enfants seront en général placées sous détention dans le cadre de leur renvoi du Royaume-Uni. Cette détention sera planifiée de manière à être aussi proche que possible de la date du renvoi et en limiter la durée.

68. Le Gouvernement préfère que les familles n'ayant aucun motif juridique justifiant qu'elles restent au Royaume-Uni retournent dans leurs pays d'origine sur une base volontaire; il est donc désireux de mettre sur pied des programmes et d'étudier des alternatives à la détention de familles, telles que des auberges. Si une famille refuse de retourner dans son pays de son plein gré, elle doit être renvoyée de force, ce qui exige sa détention. Lorsqu'une telle mesure s'impose, il est préférable de ne pas séparer les enfants de leurs parents, mais plutôt de les détenir au sein d'une unité familiale dans un centre de détention, séparée du reste du centre et disposant de son propre coin repas. Le logement consiste en des chambres familiales, permettant ainsi de préserver la vie de famille dans la mesure autorisée par la détention. Les centres sont tenus de se doter de solides politiques de protection de l'enfance et de mettre à disposition toute une série d'installations à vocation familiale, dont des activités éducatives et récréatives.

69. M^{me} DICKSON (Royaume-Uni) déclare, en réponse à la question 29, que si le statut d'illégitimité n'a pas encore été officiellement aboli dans la législation des îles Falkland,

l'ordonnance de 1994 sur la réforme du droit familial a supprimé toute discrimination en droit à l'encontre des enfants nés hors mariage en ce qui concerne la pension alimentaire et l'héritage. Le corps législatif des îles Falkland étudie des dispositions qui permettraient à une personne enregistrée comme étant le père du mineur, marié ou non à la mère de ce dernier, d'acquérir automatiquement la responsabilité parentale à l'égard dudit mineur. Ces dispositions fourniraient la même protection que celle dont jouit un enfant né de parents mariés. Le Royaume-Uni a signalé au gouvernement des îles Falkland que le Comité est préoccupé par le fait que le statut d'illégitimité n'a pas encore été aboli. Un nouveau projet de constitution a récemment été convenu avec des représentants des îles Falkland et comporte une disposition antidiscriminatoire exhaustive, selon laquelle l'ensemble des autres lois des îles Falkland doit être interprété.

70. M. KISSANE (Royaume-Uni), répondant à la question 30, indique que son Gouvernement réfléchit sérieusement à la manière de traiter de la question de l'émancipation des prisonniers. Il a à cœur de s'acquitter de son obligation de se conformer aux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Il convient de tenir compte de considérations pratiques spécifiques à l'émancipation des prisonniers pour les tribunaux, les services pénitentiaires et l'organisation d'élections. Le Gouvernement réfléchit à une solution totalement conforme au jugement du tribunal et adaptée au contexte du Royaume-Uni. Il a publié en décembre 2006 un document de consultation issu d'un premier cycle de consultations, lequel a été finalisé en mars 2007. Le Gouvernement s'est engagé à mener un deuxième cycle de consultations qui débouchera sur une décision finale quant à une mise en œuvre détaillée dans le contexte d'une réflexion approfondie sur la citoyenneté ainsi que sur les droits et responsabilités constitutionnels. Le débat sur l'émancipation des prisonniers s'inscrit dans le cadre du débat plus vaste sur la citoyenneté britannique.

71. S'agissant de la question 31, il déclare que le sixième rapport périodique a été envoyé aux sept bibliothèques de dépôt légal du Royaume-Uni et qu'il a été publié sur le site Web du Ministère de la justice. Les textes des rapports périodiques peuvent être publiés dans le Journal officiel ainsi que dans la presse et être affichés dans les bibliothèques et les écoles publiques.

72. M. IWASAWA, faisant référence à la question 17, demande si quelqu'un a été renvoyé des îles Cayman au motif d'être «sans ressource» ou «indésirable» au cours des 10 dernières années. Il se demande si le Gouvernement envisage déjà de modifier la section 89 de la loi sur l'immigration.

73. Il souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'intégrer l'article 26 du Pacte dans la législation nationale, étant donné que la loi sur les droits de l'homme ne comporte aucune disposition antidiscriminatoire comparable.

74. M. O'FLAHERTY demande à propos de la question 18 comment il est possible de résoudre la question d'une détention éventuelle pendant 48 heures sans accès à un avocat en vertu de la loi sur le terrorisme. Il pose la question de savoir si des mesures sont prises pour étendre le système des avocats commis d'office afin de disposer d'une réserve d'avocats prêts à intervenir et donc rendre obsolète cette disposition de la loi sur le terrorisme. Il demande en outre si le Gouvernement partage l'avis du Comité sur les droits de l'homme du Parlement selon lequel il convient en toutes circonstances de veiller à la présence d'un avocat commis d'office dès

qu'un suspect fait l'objet d'une privation de liberté, à moins que l'interrogatoire dudit suspect soit si urgent qu'un avocat ne soit pas en mesure de se rendre à temps sur le lieu de détention.

75. Quant à la question des ordonnances pour comportement antisocial, il souligne que les dispositions du Pacte et de la Convention européenne des droits de l'homme ne coïncident pas toujours et qu'il ne faut en aucun cas supposer que des articles des deux instruments traitant de la même question ont la même portée. Le fait que des parties à un litige n'aient pas été en mesure de plaider en vertu de la loi sur les droits de l'homme sur des sujets préoccupant le Comité ne signifie nullement qu'il n'y a pas de problème au titre du Pacte puisque la loi relative aux droits de l'homme est basée sur la Convention européenne. Étant donné que les éléments civils et pénaux des ordonnances pour comportement antisocial sont si étroitement liés, ils peuvent tous deux être examinés au titre de l'article 14 du pacte; l'article 24 est invoqué en cas d'implication de mineurs et l'article 17 est d'application lorsque des questions relatives à la vie privée se posent. Il demande si l'expression «comportement antisocial» est bien comprise et si le harcèlement, la frayeur et la détresse constitutifs du comportement antisocial sont cumulatifs. Compte tenu des répercussions des ordonnances pour comportement antisocial sur les droits de l'homme de ceux qui y sont soumis, il se demande quelle formation et directives sur les droits de l'homme sont proposées aux autorités locales et autres responsables de la publication desdites ordonnances. Il souhaiterait en outre savoir de quels droits jouit une personne susceptible d'être soumise à une telle ordonnance et de quelle manière ils sont protégés. Étant donné que 40 % des personnes soumises à ce type d'ordonnance sont des mineurs, il aimerait qu'il soit précisé comment leurs meilleurs intérêts sont protégés depuis le début jusqu'à la fin de la procédure.

76. En l'absence de restrictions journalistiques sur les personnes qui font l'objet desdites ordonnances, il se demande comment le Gouvernement a veillé à préserver la compatibilité de la procédure de rapports avec l'article 17 du Pacte relatif à la vie privée. Il s'interroge sur la raison pour laquelle la nécessité de protéger certaines catégories d'informations afin d'éviter toute violation de la vie privée des personnes visées par certaines ordonnances restrictives ne vaut pas pour ceux qui font l'objet d'ordonnances pour comportement antisocial. Pourquoi les ordonnances de soutien individuel pour les enfants ne sont-elles pas imposées systématiquement avec les ordonnances susmentionnées de manière à faire prévaloir l'intérêt supérieur de l'enfant?

77. Les paragraphes 150 et 152 des réponses écrites de l'État partie, décrivant le traitement réservé aux enfants dans les systèmes judiciaires en Angleterre, au pays de Galles et en Écosse respectivement, fournissent des informations contradictoires; il se demande si le traitement réservé aux enfants par le système pénal en Angleterre et au pays de Galles est fondamentalement différent de celui appliqué en Écosse.

78. Il se dit préoccupé par l'affirmation du Comité parlementaire conjoint sur les droits de l'homme indiquant que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas la préoccupation principale lorsqu'il s'agit de déterminer s'il est possible d'étendre la détention d'un enfant en situation d'expulsion au-delà de 28 jours. Un membre du Parlement a déclaré que dans le cas de la détention de familles, les parents cherchent souvent à entraver la procédure d'expulsion et qu'il pourrait être considéré que la limitation des périodes de détention récompense un tel comportement. Cette considération est-elle prioritaire par rapport à l'intérêt supérieur des enfants concernés?

79. Des informations ont été communiquées sur la diffusion des rapports périodiques de l'État partie, mais il aimerait savoir si les observations finales du Comité sont diffusées de la même manière. La possibilité d'un amalgame entre les consultations sur le mécanisme d'examen périodique universel relevant du Conseil des droits de l'homme et celles, plus vastes, liées au système de notification de l'instance de contrôle a-t-elle été envisagée?

80. M. BHAGWATI, abordant la question 20 des points à traiter, demande si les 25 affaires sans jury, en suspens dans le cadre du système des tribunaux Diplock, seront jugées en présence d'un jury étant donné que ce système de tribunaux n'existe plus et que le nouveau système de procès part du principe que tous les procès se feront en présence d'un jury, à moins de satisfaire au critère défini à la rubrique 1 de la loi de 2007 sur la justice et la sécurité (Irlande du Nord). Des poursuites quelconques ont-elles été engagées pour sanctionner une incitation à commettre des actes de terrorisme? Il souhaiterait connaître la conséquence pratique de l'entrée en vigueur de la loi de 2006 sur la haine raciale et religieuse, si des violations quelconques de cette loi ont été constatées et quelle en a été l'issue. Des mesures non législatives sont-elles prises pour modifier les attitudes publiques et traiter les tendances racistes et xénophobes? Quant à la question 25, il demande si un tribunal peut déroger à la loi sur les secrets officiels s'il découvre qu'une demande de privilège n'est pas fondée.

81. M. AMOR demande de disposer d'informations plus factuelles sur la liberté religieuse, plutôt que des exemples sur des dispositions législatives. Il souhaite savoir pourquoi l'infraction du blasphème n'a pas été abolie en Écosse. Il demande en outre un aperçu plus détaillé de la situation au niveau du blasphème en Irlande du Nord.

82. Bien que la délégation se soit exprimée sur l'islamophobie, des informations insuffisantes ont été communiquées sur l'étendue de ce phénomène au Royaume-Uni. Le Comité apprécierait par conséquent un complément d'information sur le nombre d'affaires enregistrées liées à l'islamophobie. Il demande une clarification sur les efforts du Gouvernement visant à lutter contre la discrimination envers les musulmans et apprécierait des statistiques sur les poursuites et sanctions à l'encontre des musulmans britanniques, lesquelles ont enregistré une augmentation spectaculaire depuis 2001. Il souhaite en outre disposer de statistiques sur le nombre de poursuites impliquant une restriction de la liberté d'expression et d'association, en particulier en cas de lien avec le terrorisme.

83. Il juge l'attitude du Royaume-Uni à l'égard de l'extrémisme religieux et de l'islamophobie déconcertante. D'un côté, il maintient ses réserves à l'encontre de l'article 20 bien que, selon lui, certains pourraient percevoir les réserves vis-à-vis de cet article comme une autorisation à encourager la discrimination, l'hostilité et la violence, ce qui ne doit pas être permis. De l'autre, l'extrémisme a pu se développer librement. En dépit de la mise en place d'une législation contre le terrorisme, on ne sait pas avec certitude si celui-ci est contenu efficacement. Le discours extrémiste ne doit pas faire l'apologie de la violence ou de la haine, mais il peut produire cet effet et ses nuances ne sont toujours faciles à comprendre. Diverses formes de discours extrémiste continuent à être utilisées dans les écoles religieuses, notamment dans les écoles islamiques et parfois intelligemment. Il est primordial de développer un discours tolérant et non discriminatoire dans les écoles.

84. Le Royaume-Uni a longtemps accueilli les extrémistes. L'archevêque de Canterbury a récemment ouvert la voie à l'approbation de codes religieux et le Lord Chief Justice a indiqué

qu'il n'y avait aucune raison de ne pas appliquer de tels codes, dont la charia, tant qu'ils n'entrent pas en conflit avec la législation britannique. On ne sait pas précisément de quelle charia il retourne, étant donné que les interprétations varient grandement au sein de la communauté musulmane internationale très diversifiée.

85. Le message ambigu du Royaume-Uni semble favoriser, de manière objective, un type d'extrémisme qui n'est pas nécessairement intéressant pour les musulmans britanniques. L'association des musulmans avec l'extrémisme et le terrorisme est favorisée par les médias et les allocutions publiques officielles. L'islamophobie se répand sans conteste, mais elle n'est pas contenue; il n'y a en outre aucune volonté de la contenir. Il en découle une atmosphère de suspicion et de méfiance qui ferait le lit des politiques identitaires et tendrait à créer un ghetto islamique. Il existe un juste équilibre entre la liberté d'expression et la limitation de l'extrémisme. Déclarer de bonne foi que la charia doit être prise en considération a ouvert la voie aux violations des droits de l'homme. La question de la polygamie est fortement controversée. Il est nécessaire de considérer les implications de telles déclarations pour les droits de l'homme. Il serait utile que la délégation apporte des précisions et un complément d'information sur ce point.

86. M^{me} WEDGWOOD soutient la déclaration de M. Amor. L'organisation de défense des droits de l'homme Article 19 a fait part de sa préoccupation dans son récent rapport relatif à la question de la liberté d'expression sur les questions sociales et politiques des droits de l'homme et à la portée de la législation britannique sur la diffamation; elle affirme que la loi dissuade des organes de presse critiques de rendre compte d'individus combatifs et incite les médias à calmer le jeu plutôt qu'à défendre des récits, même s'ils sont réputés être vrais. La liberté d'expression fait partie intégrante de la démocratie et la situation au Royaume-Uni suscite des préoccupations.

87. L'absence, dans le droit relatif à la diffamation civile, de tout renforcement des règles régissant les actes de procédure pour le plaignant a pour conséquence que la partie défenderesse doit fournir des preuves recevables de la véracité de l'affirmation contestée. La notion de preuves recevables est très limitée. Par ailleurs, il n'existe pas d'exception pour les personnalités, même si une affirmation porte sur les actes publics d'un fonctionnaire. Cela nuit à la capacité de tout un chacun à agir comme un citoyen démocrate et à remettre en question les actions de fonctionnaires. En outre, le plaignant n'est exposé à aucun risque financier, alors que la partie défenderesse est tenue de payer les frais et honoraires du plaignant, souvent considérables, s'il est incapable de prouver la véracité des dires à l'aide de la palette très limitée des preuves recevables: la vérité n'est pas un véritable moyen de défense lorsqu'il s'agit de la prouver dans le cadre des règles de la recevabilité.

88. La définition large d'une publication pose un problème supplémentaire étant donné qu'elle couvre tout ce qu'un citoyen britannique peut apercevoir par hasard. Elle a donc des répercussions extraterritoriales. Les normes qui ont été établies, telles que les actes indéniablement d'intérêt public ou les actes relevant du journalisme responsable, accordent aux tribunaux un plus grand pouvoir discrétionnaire. Le Comité a constamment critiqué l'utilisation de la diffamation criminelle; la diffamation civile a pour résultat elle aussi de figer le discours politique. Une démocratie qui dispose d'une législation punitive en matière de diffamation civile estimant que la liberté d'expression est un droit fondamental garantissant d'autres droits doit juger ladite législation préoccupante.

89. M. JOHNSON LOPEZ affirme, en faisant référence à la question 30, qu'il a noté avec satisfaction l'adoption et la mise en œuvre des dispositions générales de l'article 25. Il prie la délégation d'indiquer si les autorités gouvernementales et le département des affaires constitutionnelles ont une raison quelconque de maintenir l'interdiction sur les droits de vote des criminels condamnés.

90. Quant à la question 31, il souligne l'importance de l'approche radicale et universelle adoptée par les autorités britanniques à travers la publication des observations finales du Comité. Il souhaite néanmoins savoir si un plus grand nombre d'institutions et en particulier d'ONG seront invitées à contribuer aux futurs rapports, de manière à garantir l'obtention de commentaires objectifs. Il souhaite également savoir pourquoi la loi anti-discrimination n°2 de 2001 n'a pas encore été mise en œuvre dans les territoires d'outre-mer.

91. M^{me} CHANET précise que lord Phillips a prévu, de manière plus spécifique que l'archevêque de Canterbury, la possibilité d'appliquer la charia aux questions familiales et de mariage. Elle demande s'il est légalement possible que le Royaume-Uni applique la charia sans l'incorporer au préalable.

92. La loi de 2006 sur le terrorisme a érigé en infraction l'incitation au terrorisme. Au titre de cette loi, les infractions terroristes sont des infractions pénales. Ces infractions reposent sur des éléments fortement subjectifs et impliquent une incitation directe ou non au terrorisme, bien que la Cour européenne des droits de l'homme ait déterminé qu'il convient d'établir un lien direct entre le moindre terme utilisé et la violence qui en résulte. Il est difficile de déterminer non seulement les termes utilisés mais également leur impact sur des individus spécifiques. Elle souhaite savoir si toutes les dérogations sont d'application lorsqu'une infraction est constatée, en particulier la période prolongée de détention avant inculpation.

93. M. LALLAH indique qu'il partage l'inquiétude de M. Amor et M^{me} Chanet en ce qui concerne les déclarations du Lord Chief Justice sur la charia. L'ouverture à d'autres cultures et religions ne doit pas nuire aux fondements d'une société s'efforçant d'être diverse, et de protéger et promouvoir les droits fondamentaux de l'homme. Il a précédemment souligné que le Royaume-Uni s'est avéré trop eurocentrique lorsqu'il a décidé d'intégrer la Convention européenne des droits de l'homme dans sa législation. La Convention ne contient pas de dispositions du type de celles contenues dans les articles 3 et 26 du Pacte, qui constituent le rempart contre la charia et toutes les autres dispositions discriminatoires. Les constitutions que le Royaume-Uni a confiées à ses anciennes colonies avant 1966 comportaient toutes des dispositions antidiscriminatoires; toutefois, elles prévoient toutes des dérogations particulières au niveau du respect des droits personnels fondamentaux. Lord Phillips est conscient que la charia s'avère discriminatoire à l'égard des femmes, tant au niveau du mariage que du divorce, de l'héritage et des dépositions. Il demande si le Royaume-Uni a pour but ultime de pratiquer une telle discrimination et souligne l'importance des articles 3 et 26 aux fins de la protection des femmes, du moins, au sein de la société.

94. Quant à l'article 19, il juge que les remarques de la délégation constituent une manière peu naturelle d'interpréter la teneur des droits pertinents. Pour ce qui est des comportements criminels, il convient de décrire un type de comportement spécifique pour éviter tout jugement de valeur subjectif. Il aimerait savoir pourquoi l'approche privilégiée par le Royaume-Uni au niveau de son interprétation du Pacte est imparfaite à cet égard.

95. M^{me} PALM est d'accord avec les commentaires formulés par M Lallah. S'agissant de la question 30, la délégation a déclaré que le Royaume-Uni n'a de cesse de mettre en œuvre les décisions de la Cour européenne et peut se targuer de disposer d'un excellent bilan à cet égard. Toutefois, le Royaume-Uni a intégré la Convention européenne mais pas le Pacte, dont l'article 25 est plus vaste que la Convention puisqu'il octroie à chaque citoyen le droit et la possibilité de voter, sans restrictions déraisonnables. Il serait utile de savoir si le deuxième document de consultation que le Royaume-Uni va publier mettra non seulement l'accent sur la compatibilité entre la nouvelle législation et la Convention européenne mais veillera également à ce que la législation proposée soit compatible avec l'article 25 du Pacte.

La séance est levée à 12 h 55.
